

économique et l'exploitation agricole en tant qu'entreprise. Cette dernière cherche à augmenter ses bénéfices tandis que la famille s'efforce d'améliorer ses revenus, en espèces ou en nature.

Les revenus en nature (c'est-à-dire les biens et les services domestiques) sont presque entièrement du domaine de la femme, et il importerait de reconnaître qu'une telle contribution est aussi essentielle que des revenus en espèces. Il faudrait donc que les sciences et les techniques modernes soient utilisées pour faciliter les travaux domestiques, travaux qui sont trop souvent considérés comme étant peu productifs, d'importance secondaire et du seul ressort de la femme.

Dans un sens, c'est la femme, bien plus que l'homme, qui s'occupe d'assurer la qualité de la vie et de maintenir l'unité de la famille. C'est pourquoi, dans les régions rurales de l'Amérique latine, la femme qui devient épouse et mère et qui parvient à maintenir l'équilibre familial gagne le respect de la communauté et acquiert de l'autorité. Elle peut alors prétendre à faire un travail d'homme et y est souvent obligée. La "libération" de la femme rurale de l'Amérique latine pourrait donc souvent signifier *ne pas* y être obligée. □

Les économistes découvrent la ménagère

Quel est le rôle de l'économie familiale dans le développement rural et la vulgarisation des sciences agricoles? Comment ses programmes sont-ils reliés aux plans de développement régionaux et nationaux? Leur coût est-il justifié? Telles sont certaines des questions soulevées par les participants à une conférence internationale, qui s'est tenue en Colombie, sur le développement rural intégré, et dont Eleonora Cebotarev, une déléguée, résumait ainsi les débats: "J'ai entendu de nombreuses critiques, mais peu de solutions concrètes."

Peu de temps après la conférence, M^{me} Cebotarev entreprend, en Amérique latine, une recherche exhaustive sur le sujet. Elle découvre d'abord que les programmes d'économie familiale ont été abandonnés dans beaucoup de pays ou bien qu'ils vivent dans les autres, et que de toute façon les gouvernements ne leur accordent aucun appui solide même quand ils les jugent nécessaires. Tout le monde connaît le problème mais personne ne s'y intéresse vraiment. Cette attitude n'est pas

totallement injustifiée, étant donné les piètres résultats des programmes classiques d'économie domestique. En effet, ceux qui ont été établis en Amérique latine dans le passé n'ont pas été conçus comme des outils de changement mais ont surtout servi à transmettre des techniques trop souvent mal adaptées.

Dans certains pays, ils ont déjà été remplacés par des programmes visant à fournir à la population des services spécialisés, par exemple en hygiène ou en éducation. Ces services favorisent bien l'intégration du secteur rural, mais malheureusement "oublient" la famille comme unité de production de biens et services essentiels au bien-être de ses membres.

C'est une observation troublante, car en mettant la famille de côté on met également de côté le pivot de celle-ci, c'est-à-dire la femme. L'approche est peut-être inquiétante mais elle n'est pas étonnante; elle reflète une tradition élitiste qui considère le travail domestique comme un travail féminin et, à ce titre, peu digne d'intérêt. Les femmes elles-mêmes, lorsqu'elles le peuvent, le confient à des personnes qui ne sont pas en mesure de le refuser, faute de moyens économiques. La grande perdante de cet état de choses est la femme rurale qui n'a jamais la chance d'améliorer ses techniques. Pourtant, s'il lui était possible de se décharger de certaines corvées domestiques, elle pourrait participer à d'autres activités et la qualité de la vie de sa famille en serait accrue.

Il fallait donc procéder à une révision de l'approche globale du problème. Eleonora Cebotarev commença par établir un cadre conceptuel solide et par créer les instruments nécessaires à la recherche sur le terrain. Cette première démarche devait permettre de déterminer les moyens susceptibles d'améliorer les techniques domestiques existantes ou de les remplacer par de nouvelles afin de réduire le temps et la dépense d'énergie consacrés aux tâches ménagères.

Il était évident que l'économie familiale devait devenir un facteur d'évolution sociale et qu'il fallait rompre avec le cycle de la tradition. Ainsi pourrait-elle rejoindre le processus du développement qui vise à intégrer les femmes, à élever leur rang dans la société, à les intéresser à la vie politique et sociale et à leur permettre d'exercer pleinement leurs droits. Car, jusqu'à ce jour, elle n'avait fait qu'aider les femmes à devenir de meilleures ménagères, sans plus.

L'objectif final de la recherche d'Eleonora Cebotarev était d'atteindre "un niveau de vie satisfaisant". Son approche fonctionnelle du problème correspond à l'objet global du développement; la différence entre l'économie familiale et le développement n'est peut-être bien, en effet, qu'une différence de niveau, la première se situant à la base — le

groupe familial ou les communautés —, alors que le développement général concerne les différents secteurs, à l'échelle régionale et nationale.

Le concept proposé par Eleonora Cebotarev est celui de la gestion ménagère, qui englobe les relations entre la famille et l'environnement physique, socio-économique et culturel. Ce processus comporte diverses activités, pratiques, décisions, organisations et tâches exécutées pour transformer les ressources en produits et services nécessaires à la satisfaction des besoins et des aspirations des familles. En résumé, la gestion ménagère, c'est "se servir de ce qu'on a pour obtenir ce qu'on veut".

La gestion ménagère peut et doit influencer toutes ces activités. Les programmes de développement ont rarement tenu compte du temps que les femmes des campagnes consacrent aux tâches domestiques parce qu'il est, entre autres, évalué en termes économiques traditionnels, c'est-à-dire sans grande valeur. Mais un groupe d'économistes tente, aujourd'hui, d'évaluer ce que l'économie a toujours mis de côté, c'est-à-dire les travaux domestiques non rémunérés. La Nouvelle Économie Familiale (NÉF) prend en considération non seulement les techniques et les appareils ménagers, mais aussi le temps utilisé pour la production de biens et services essentiels; elle examine comment la pratique, l'éducation et l'emploi de nouvelles technologies font évoluer la valeur assignée au temps consacré à ce genre de travaux. De plus, la NÉF étudie la possibilité de transformer ces travaux gratuits en activités rémunérées.

Cette nouvelle tendance intéresse directement l'économie familiale, elle apporte les instruments capables de provoquer l'évolution souhaitée dans l'emploi du temps de la ménagère et d'augmenter la valeur de ce temps, que ce soit sur le plan de la satisfaction des besoins et des aspirations ou de la réalisation de profits au moyen de techniques domestiques. En modifiant l'emploi du temps dans le processus de gestion domestique, l'économie familiale favorise directement l'action de la famille dans d'autres domaines.

Une fois le cadre conceptuel établi pour cette nouvelle approche, il a fallu trouver les instruments de recherche appropriés pour la collecte quantitative des données et l'évaluation du programme. Cet outil a été expérimenté à maintes reprises dans plusieurs pays d'Amérique latine par les collègues de M^{me} Cebotarev jusqu'à sa mise au point définitive. Il est aujourd'hui assez perfectionné pour permettre de détecter les problèmes relatifs à l'emploi du temps des femmes à la campagne et pour donner une vue générale des activités familiales. Il permet également la cueillette des données démographiques et économiques nécessaires et la mesure de l'évolution au sein de l'unité familiale.

Les travaux d'Eleonora Cebotarev ne visent pas à imposer une conception rigide de l'économie familiale ni une méthodologie statique, mais plutôt à susciter l'intérêt des travailleurs dans ce domaine et à les sensibiliser aux avantages de la clarté conceptuelle et de l'utilisation d'analyses systématiques pour l'orientation et l'intensification de leurs activités. Le but principal est de clarifier certains aspects particulièrement importants de ce champ d'étude et de travail, de proposer un cadre conceptuel explicite et de présenter une méthodologie de recherche qui puisse servir aux travailleurs sur le terrain pour planifier et évaluer leurs travaux.

La contribution la plus importante de cette recherche est sans aucun doute le fait qu'elle souligne l'importance des techniques ménagères comme instruments d'amélioration des biens et services produits dans les foyers et comme moyen de libérer les femmes des corvées domestiques. Le rapport établi entre ces techniques, l'économie d'énergie et de temps en résultant et le rôle traditionnel des femmes pourrait faire de l'économie familiale un moteur du développement en Amérique latine.

Cependant, le succès de cette stratégie dépendra, à long terme, de trois facteurs : la famille rurale doit être consciente de la possibilité qu'elle a d'agir sur la solution des problèmes; elle doit être motivée dans son action; elle doit adopter des procédés améliorés ou des techniques ménagères qui la libèrent pour de nouvelles activités.

L'expérience a prouvé qu'une politique d'économie de temps et d'énergie doit également indiquer les différents modes d'utilisation du temps et de l'énergie qu'elle permet de gagner. À défaut de telles directives, d'une stimulation appropriée et surtout d'une conscience claire de la nouvelle situation, peu de femmes s'intéressent à l'exploitation de nouvelles possibilités. □

Stella de Feferbaum

Les activistes de la santé

par Michelle Hibler

“ Je ne veux voir que de beaux bébés ici”, déclare M^{me} L. Levy à une jeune mère qui se présente au dispensaire du département de médecine sociale et préventive de l'université des Indes-Occidentales, à Kingston (Jamaïque). M^{me} Levy est “agent de santé communautaire” (ASC) et travaille au dispensaire depuis plus de 10 ans. Les résultats de son travail sont éloquentes: alors que les cas de gastro-entérite et de carence alimentaire sont encore très répandus dans l'ensemble du pays, ils sont quasi-inexistants dans la zone desservie par le dispensaire — un quartier pauvre, pourtant. “Elles m'écoutent”, commente M^{me} Levy.

Elle est devenue ASC en 1967, dans le cadre d'un programme pilote lancé par le département en vue de former des auxiliaires médicales pour le milieu communautaire. Le premier groupe de huit agents, dont elle faisait partie, a été affecté aux quartiers avoisinants l'université, Hermitage et August Town. Aujourd'hui, près de 1 200 ASC sont à l'œuvre dans toute l'île et le gouvernement projette de doubler ce nombre au cours des prochaines années.

Pendant longtemps, à la Jamaïque, les aides-infirmières ont travaillé sans aucun statut officiel. À partir de 1966, elles ont été officiellement reconnues et autorisées, après un stage de formation, à travailler dans les hôpitaux, les cabinets de médecins, les hospices ou les maisons de retraite. Cependant, la médecine communautaire, elle, ne disposait d'aucun personnel auxiliaire.

Le département de médecine sociale et préventive de l'université utilisait Hermitage et August Town comme “laboratoires” pour l'enseignement de la médecine communautaire et y assurait en même temps un service de santé. Des habitants des deux quartiers ont travaillé bénévolement au dispensaire. Le chef du département, le D^r Kenneth Standard, constatant la qualité de leur travail, a pensé qu'ils seraient encore plus compétents et confiants en eux-mêmes s'ils pouvaient bénéficier d'une formation. Le programme ASC était né.

À la fin de 1967, le département cherchait des candidats aux fonctions d'agent de santé communautaire, fonctions équivalentes à celles des auxiliaires médicaux des hôpitaux. Il était bien précisé qu'il ne s'agissait pas de créer une nouvelle catégorie d'infirmières, mais de former dans la communauté même des personnes capables de convaincre les autres de la nécessité d'observer de meilleures règles d'hygiène tout en leur enseignant les soins essentiels à assurer à leur famille. Le but était de donner à ces agents une formation de base et de les préparer à remplir leur rôle, c'est-à-dire travailler avec les familles et aussi signaler au personnel médical qualifié les cas nécessitant leur attention.

Onze personnes d'Hermitage et d'August Town furent choisies comme candidats. Huit d'entre elles, dont L. Levy, ont alors suivi pendant trois mois des cours théoriques et pratiques portant sur les soins prénatals, la planification familiale, les relations humaines, l'alimentation, la crois-